

# Les études de genre à l'unif, c'est aussi du concret

**Le premier master interuniversitaire en études de genre s'ouvre à cette rentrée académique. Concrètement, en quoi est-ce nécessaire pour faire évoluer nos sociétés ? Exemples.**

**U**n master interuniversitaire en « études de genre » s'ouvre à cette rentrée académique côté francophone (au nord du pays, il existe déjà depuis quelques années). Une formation pointue et abstraite de plus pour un public initié ? Pas du tout. Certes, l'explication disponible sur le site du master en question peut sembler complexe : « La formation met l'accent sur la compréhension des processus qui déterminent la manière dont les rapports sociaux de sexe et de sexualité sont intégrés et construits dans les différents niveaux de la société et en affectent les pratiques et relations sociales, politiques et culturelles. » Au quotidien, pourtant, les questions de genre sont omniprésentes et les stéréotypes sexistes persistent dans tous les domaines. Démonstration par l'exemple à travers les témoignages de deux étudiants inscrits et par le récit d'une pionnière.

## Sexisme en ligne

Emilie Martineau est rédactrice web sur les réseaux sociaux. A 35 ans, elle s'est donc inscrite au master en études de genre, ce qui représente pour elle « comme un prolongement de son militantisme ». Cette Française aujourd'hui mariée à une femme est en effet devenue militante au moment des premières « manif pour tous » qui protestaient contre le mariage gay. « J'ai appris le féminisme sur le tas et j'ai construit ma pensée au gré des rencontres, explique-t-elle aujourd'hui. J'ai besoin aujourd'hui d'un apport universitaire pour davantage légitimer mes arguments. » C'est que des arguments, elle en a besoin sur son terrain de prédilection : le web. « Je suis en permanence confrontée aux stéréotypes et au sexisme dans le monde médiatique, dans la publicité, explique cette blogueuse et twitteuse très active (mieux connue sous son pseudo Charlotte de Bruges). Sur les réseaux sociaux,

*surtout, dès que je poste quelque chose, j'écope vite des "male tears" : ces hommes qui se sentent personnellement attaqués dès qu'on relève des discriminations. D'autant plus qu'aujourd'hui, il ne s'agit plus de sexisme hyper apparent, mais de choses plus insidieuses. Beaucoup d'hommes, parfois tout à fait bien*

*intentionnés, ne voient pas où est le problème. Je pense par exemple à ce qu'on nomme le "mansplaining" - des hommes qui expliquent aux femmes quelque chose qui les concernent - ou le "mansinterrupting" - des hommes qui coupent en permanence la parole des femmes, beaucoup plus que celle de leurs confrères masculins, etc. »*

Thierry Glinne a un tout autre profil.

A 54 ans, cet homme sensibilisé très jeune aux questions d'égalité, a été désigné coordinateur « gender mainstreaming » pour la politique fédérale scientifique (Belspo). Il est donc chargé d'appliquer les directives de la secrétaire d'Etat visant à l'égalité dans la recherche scientifique et au sein des musées royaux. Un défi qui demande davantage un réel changement de mentalité que des moyens financiers démesurés : « Il y a encore tout un travail de sensibilisation à faire, notamment en termes de présence des femmes dans les jurys scientifiques et les panels d'experts. Mais aussi du côté de la muséographie, des audioguides, afin de ne pas reproduire des clichés. Si une galerie ne présente que des paléontologues hommes, les petites filles reçoivent comme message que ce n'est pas un métier pour elles ! »

Ce futur étudiant en études de genre n'a pas peur de le dire : dans le milieu scientifique, les résistances sont encore très vives. Pour la hiérarchie, il s'agit rarement d'une priorité : « On reste beaucoup dans les beaux discours et les catalogues de bonnes intentions. »

## Une longue évolution

Pionnière des études de genre en Belgique, Sylvette Dupont-Bouchat, professeure émérite de l'UCL, a longtemps été l'une des rares professeures ordinaires dans un monde dominé par les hommes. « En 2001, quand je suis partie à la retraite, le corps professoral comptait

*seulement 2 % de femmes », rapporte-t-elle. Aujourd'hui, les femmes représenteraient 10 %... Une évolution, certes, mais qui reste éloignée de la parité. Engagée dès les années 60, l'historienne retrace les différentes étapes qui ont pu mener à l'instauration d'un tel master, qui a pris du temps. Dans les années 60, quelques groupes se fédèrent mais en dehors des instances académiques. C'est le cas de l'Université des femmes, par exemple. Un peu plus tard, des académiciennes se rassemblent au sein de leur institution, même si elles sont très mal vues : « On nous disait que ça faisait mégères ! Le féminisme revendiqué était considéré comme une tare. Si un tel master a mis si longtemps à se mettre en place, je pense que c'est en raison du poids des structures universitaires, voire du mépris que pas mal de professeurs ont eu longtemps pour les études de genre, considérées comme des recherches féministes donc revendicatrices. »*

Actuellement, le master compte treize inscrits mais de nombreuses demandes sont en cours. Une vingtaine de personnes au moins pourraient entamer ce cursus. Les profils des inscrits s'avèrent très différents : à la fois des étudiants déjà détenteurs d'un master (c'est obligatoire) qui remplissent pour une année, des adultes qui reprennent des études ou des personnes qui, travaillant sur le terrain, demandent une valorisation de leur expérience pour accéder à la formation. ■

ELODIE BLOGIE

## PRATIQUE

### Six universités impliquées

C'est la première fois que les six universités francophones collaborent pour organiser un master ensemble. L'UCL, l'ULB, l'ULiège, Saint-Louis, l'UMons et l'UNamur proposent donc dès septembre le premier master en « études de genre », en un an. Le tronc commun a été spécialement créé pour et sera dispensé au Palais des académies, à Bruxelles. Les étudiants doivent ensuite choisir des cours à option dans divers domaines.

Ainsi on y abordera des thèmes comme « enfance et familles », « égalité et discriminations », « corps et sexualités », « religions et cultures », « arts et lettres », « diversité culturelle et mondialisation », « éducation et socialisation » ou « travail et emploi ». C'est que ce programme a vocation à former « des expert(e)s sur les questions liées au genre, à l'égalité des sexes et des sexualités dans tous les secteurs et qui participe ainsi à la lutte contre les discriminations ».